



Conseil économique et social

Distr. générale
26 juillet 2018
Français
Original : anglais

Session de 2018

27 juillet 2017-26 juillet 2018

Débat de haut niveau

Compte rendu analytique de la 45^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 16 juillet 2018, à 15 h 35

Président : M. Matjila (Vice-Président) (Afrique du Sud)

Sommaire

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau (*suite*)

a) Réunion ministérielle du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social (*suite*)

Débat général

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).



En l'absence de M^{me} Chatardova (Tchéquie), M. Matjila (Afrique du Sud), Vice-Président, prend la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 55.

Point 5 de l'ordre du jour : Débat de haut niveau
(suite) (E/2018/33, E/2018/50, E/2018/61 et E/2018/66)

Déclarations liminaires

1. **M. Harris** (Sous-Secrétaire général chargé du développement économique), présentant le rapport du Secrétaire général sur le thème principal de la session de 2018 intitulé « Du niveau mondial au niveau local : appuyer l'édification de sociétés viables et résilientes en milieu urbain et rural » (E/2018/61), l'aperçu général de *La situation économique et sociale dans le monde, 2018 : les technologies de pointe au service du développement durable* (E/2018/50) et le rapport du Secrétaire général intitulé « Mettre les nouvelles technologies au service des objectifs de développement durable » (E/2018/66), explique que le rapport sur le thème principal de la session traite des engagements mondiaux et des démarches visant à renforcer la résilience et à réduire les risques. Ce rapport porte également sur les facteurs de risque et les mesures et outils proposés pour mettre en place des sociétés durables et résilientes à l'échelle locale. L'accent y est mis sur l'importance de l'appropriation nationale et locale des stratégies, du renforcement des capacités et des systèmes locaux, de la prospective et de la planification des risques, de l'intégration des politiques et de l'inclusion.

2. Pour ce qui est de l'aperçu général de *La situation économique et sociale dans le monde, 2018*, il rappelle aux lecteurs qu'en dépit des possibilités qu'elles peuvent offrir, les nouvelles technologies peuvent aussi exacerber les problèmes du sous-emploi, du chômage et des inégalités de revenu, et suscitent des préoccupations d'ordre éthique et moral. L'ONU et la communauté internationale doivent mieux comprendre comment mettre les nouvelles technologies au service du développement durable afin d'élaborer des politiques qui permettent d'en tirer le meilleur parti et d'en atténuer les risques et les externalités négatives. Plusieurs éléments sont soulignés dans l'aperçu général : la nécessité de parvenir à un équilibre entre les considérations relatives à l'efficacité, à l'équité et à l'éthique, l'importance d'une coopération internationale solide pour gérer les technologies de pointe, et le rôle de l'Organisation dans leur mise au service du développement durable.

3. Présentant le rapport du Secrétaire général intitulé « Mettre les nouvelles technologies au service des objectifs de développement durable », l'orateur

explique que celui-ci vise à susciter un dialogue entre les États Membres et les acteurs concernés sur la manière de se préparer aux nombreuses conséquences des nouvelles technologies et à les utiliser pour le bien commun. Ce rapport traite du rôle et des responsabilités des gouvernements, ainsi que des mesures qu'ils pourraient prendre pour tirer parti des possibilités et atténuer les éventuels risques en collaborant avec un large éventail de parties prenantes. L'Organisation doit aussi pouvoir offrir des espaces comme le Mécanisme de facilitation des technologies et le Forum sur la gouvernance d'Internet, où les parties prenantes peuvent se retrouver et débattre des cadres à instaurer, mettre en commun leurs bonnes pratiques et réfléchir à la nécessité de mettre en place des protocoles, des principes ou d'autres mécanismes ou mesures incitatives.

4. Néanmoins, pour être en mesure de proposer une instance de collaboration efficace, l'Organisation doit renforcer ses propres capacités dans le domaine technologique en absorbant les innovations et en collaborant avec de nouveaux acteurs. C'est pourquoi le Secrétaire général a engagé de larges consultations afin de définir, à l'échelle de l'Organisation, une stratégie sur les nouvelles technologies. L'Organisation doit parvenir à mieux comprendre l'incidence des nouvelles technologies sur certains mandats, apprendre quand et comment les utiliser pour améliorer l'exécution des mandats et la gestion interne, et parvenir à communiquer les données d'expérience aux États Membres et à d'autres acteurs.

5. **M. Ocampo** (Président du Comité des politiques de développement), présentant le rapport du Comité des politiques de développement sur les travaux de sa vingtième session (E/2018/33), annonce que le Comité a réalisé son examen triennal de la liste des pays les moins avancés. Cet examen consacré aux pays reclassés ou en voie de reclassement portait sur la nécessité d'accroître l'aide fournie aux pays les moins avancés en voie de reclassement et comportait une analyse des examens nationaux volontaires. Il portait également sur certains aspects de l'engagement pris dans le Programme 2030 de ne pas faire de laissés-pour-compte.

6. Dans son examen des pays les moins avancés, le Comité a préconisé le reclassement du Bhoutan, de Sao Tomé-et-Principe, des Îles Salomon et de Kiribati. Étant en voie de reclassement, ces pays ont besoin d'un appui en vue de leur transition et développement ultérieur.

7. Il faut à tout prix respecter l'engagement de ne laisser personne de côté si l'on veut parvenir à transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes. Dans le cadre de ses travaux, le Comité a

analysé sous différents angles les progrès réalisés à cet égard. Malgré de nombreuses expériences probantes, au rythme actuel, il sera impossible d'atteindre les objectifs de développement durable dans beaucoup de domaines essentiels comme l'éducation, la santé, le logement et l'élimination de la pauvreté. Les inégalités extrêmes persistent à l'intérieur des pays et entre eux. Bon nombre ont pris encore plus de retard en raison des avancées technologiques et des changements climatiques, ou ne disposent toujours pas des capacités de production nécessaires pour promouvoir le développement durable. Nombre d'entre eux ont même subi une « reprimarisation », c'est-à-dire un repli sur leur secteur primaire.

8. Des changements radicaux doivent être opérés. Tout d'abord, il faut s'attaquer non seulement aux problèmes de ceux qui se trouvent au bas de l'échelle, mais également, à l'autre extrémité, à la concentration des revenus, des richesses et du pouvoir politique. Les stratégies adoptées doivent être guidées par les besoins des démunis et des défavorisés. Pour ce faire, il faut éliminer les obstacles à la participation politique et civique, et veiller à ce que les gouvernements soient tenus de rendre des comptes à l'ensemble des citoyens. En deuxième lieu, les interventions ciblées sont souvent inefficaces, sauf quand le principe de ne laisser personne de côté est pris en compte dans les cadres stratégiques, les politiques macroéconomiques et les politiques du secteur de la production. Enfin, les politiques, les législations et les investissements doivent reposer sur une analyse minutieuse des avantages et des risques, y compris les éventuelles retombées négatives sur d'autres secteurs, groupes ou pays, ainsi que sur les générations futures.

9. Dans son analyse des examens nationaux volontaires de 2017, le Comité a constaté que le principe consistant à ne pas faire de laissés-pour-compte était reconnu de manière quasi universelle. Toutefois, pour que ce mécanisme de mise en commun des données d'expérience soit plus efficace, les examens doivent contenir des informations plus précises sur les stratégies adoptées en vue d'atteindre les personnes les plus marginalisées ou vulnérables et sur la manière dont des compromis politiques difficiles ont été atteints.

10. Les pays en développement doivent être en mesure de mettre en place des régimes fiscaux solides, efficaces et redistributifs et jouir de la marge de manœuvre voulue pour définir et mettre en œuvre leurs propres stratégies. Malheureusement, ils en sont empêchés par une coopération fiscale insuffisante au niveau international, un système financier mondial non réglementé, des règles commerciales qui ne facilitent pas l'accès des pays les plus pauvres aux marchés, des régimes de

protection des droits de propriété intellectuelle qui sont contraires aux intérêts des pauvres et l'absence d'un mécanisme de règlement de la crise de la dette souveraine cohérent, rapide et équitable. Compte tenu de la marge de manœuvre budgétaire extrêmement réduite dont disposent les pays les plus pauvres, la communauté internationale doit instaurer des régimes commerciaux justes et équitables afin de leur permettre de tirer un meilleur parti des avantages de la migration, des envois de fonds et de la participation de la diaspora, et de prévenir les flux financiers illicites.

11. En ce qui concerne la coopération au service du développement, elle doit s'inscrire dans un cadre plus général et représentatif qui inclue les prestataires tant traditionnels que nouveaux. Il faut privilégier les stratégies de coopération au service du développement fondées sur les besoins des pays plutôt que des interventions isolées. En outre, les politiques de coopération doivent viser à garantir des normes sociales minimales pour tous et toutes. Il est crucial d'accroître l'aide publique au développement (APD).

a) Réunion ministérielle du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social (suite)

Débat général

12. **Le Président** ouvre le débat général du débat de haut niveau de 2018 sur le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes ».

13. **M. Remengesau, Jr.** (Palaos), Président de la République, s'exprimant au nom du Groupe des petits États insulaires en développement du Pacifique, explique que les infrastructures et les installations de ces pays sont mises à rude épreuve par les phénomènes météorologiques dévastateurs qui se produisent, et que l'élévation du niveau de la mer menace leurs côtes, leur approvisionnement en eau et, pour certains, leur existence même. Parallèlement, l'acidification de l'océan Pacifique, provoquée par les émissions de gaz à effet de serre, menace leurs moyens de subsistance et modes de vie. Compte tenu de la vulnérabilité de ces États aux chocs économiques et aux effets des changements climatiques, le renforcement de la résilience fait partie intégrante de leurs stratégies de développement durable. Ils mettent également cette composante en avant dans les mesures qu'ils prennent pour atteindre chacun des objectifs de développement durable examinés par le Forum politique de haut niveau. Les petits États insulaires en développement du Pacifique ont adopté un cadre régional de renforcement de la résilience, complété par plusieurs plans nationaux de développement, l'accent étant mis sur la réduction

des risques liés aux catastrophes naturelles. Compte tenu des menaces toujours plus fortes qui pèsent sur leurs ressources d'eau douce déjà peu abondantes, ils saluent le lancement récent de la Décennie internationale d'action sur le thème « Eau et développement durable », 2018-2028, et préconisent l'établissement de nouveaux partenariats. À l'instar de tous les petits États insulaires en développement (PEID), ils demeurent fermement résolus à opérer une transition vers les énergies renouvelables et sont satisfaits de voir que le Secrétaire général a tenu compte du rôle primordial que les détenteurs de connaissances traditionnelles et locales jouent dans la gestion des écosystèmes locaux.

14. Les petits États insulaires en développement du Pacifique souhaitent mettre l'accent sur l'objectif de développement durable n° 17 (Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser). Dans le cadre du processus de préparation régional de l'examen à mi-parcours des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa), ils ont de nouveau appelé de leurs vœux l'instauration de partenariats concrets et durables dans le cadre du Programme 2030. Ils attendent avec intérêt le rapport sur l'Examen global de l'appui apporté par le système des Nations Unies aux petits États insulaires en développement et l'application intégrale des recommandations qui en sont issues.

15. **M^{me} Pucheta de Correa** (Paraguay), Vice-Présidente de la République, prenant la parole au nom du Groupe des pays en développement sans littoral, affirme que son pays, qui exerce la présidence du Groupe en 2018-2019, est attaché à la promotion du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024, qui fait partie intégrante du Programme 2030. Le Groupe accordera la priorité à l'établissement de l'examen à mi-parcours du Programme d'action prévu en 2019 et est convaincu que des mesures pourront être prises pour en accélérer la mise en œuvre. Il demeure fermement résolu à continuer de consolider les mécanismes de suivi des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable en encourageant les pays à participer aux examens nationaux volontaires.

16. S'exprimant au nom de son pays, M^{me} Pucheta de Correa dit que le thème « Transformer nos sociétés pour les rendre viables et résilientes » concorde avec les objectifs du Programme d'action de Vienne, sur lequel repose le plan national de développement de son pays. Au Paraguay, la quantité d'eau potable par habitant est la plus élevée au monde, et la vaste puissance électrique du pays est quasiment entièrement produite à partir

d'énergies renouvelables. Le Gouvernement paraguayen a amélioré l'accès à l'eau potable et prévoit de transformer ce pays en un centre énergétique régional. En outre, compte tenu du lien entre production hydraulique et électrique, Itaipú Binacional, l'opérateur brésilien-paraguayen qui gère la centrale hydroélectrique d'Itaipú, a joint ses efforts à ceux de l'Organisation pour lancer l'initiative Solutions durables dans les domaines de l'eau et de l'énergie, visant à créer une instance internationale multipartite de renforcement des capacités, de dialogue et de coopération. Une société nationale assurant des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement a été mise en place pour garantir un accès à l'eau dans les zones rurales, et le Gouvernement continuera de prendre des mesures pour améliorer l'accès à l'eau et à l'électricité, en particulier celui des femmes rurales.

17. L'utilisation d'énergies propres et renouvelables permet une industrialisation propre et la production de biens et de services, favorisant par la même occasion un développement économique durable. La sécurité énergétique est indispensable à la croissance économique et doit être une priorité pour tous les pays.

18. **M^{me} Nasr** (Égypte), Ministre de l'investissement et de la coopération internationale, s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, estime que les États Membres ne sont toujours pas engagés sur la bonne voie pour réaliser le Programme 2030. En ce qui concerne les objectifs 1 et 2 relatifs à l'élimination de la pauvreté et à la sécurité alimentaire, plus de 780 millions de personnes se trouvent toujours au-dessous du seuil international de pauvreté, et le nombre de personnes sous-alimentées a en fait augmenté. Compte tenu de l'ampleur et de l'ambition du Programme 2030, il faut renforcer les moyens d'exécution des pays en développement et créer un environnement mondial propice au développement en favorisant les modalités de financement durables, les partenariats mondiaux et les investissements à long terme. Le Groupe réaffirme qu'il importe de répondre aux divers besoins et problèmes des pays d'Afrique, des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral, des petits États insulaires en développement, des pays en situation de conflit ou sortant d'un conflit, des pays et populations vivant sous occupation étrangère et des pays à revenu intermédiaire.

19. En ce qui concerne les objectifs de développement durable à l'examen, les progrès accomplis en vue de leur réalisation sont insuffisants. Compte tenu de l'importance que revêt l'accès à des services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement de base bien gérés, le Groupe salue la tenue du huitième Forum mondial de l'eau en mars et de la Conférence

internationale de haut niveau sur la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028) en juin. Il souligne la nécessité évidente et constante de garantir l'accès de tous et toutes à des services énergétiques abordables et fiables, de surmonter les difficultés économiques, environnementales et sociales qui touchent les villes et les établissements humains, de garantir des modes de consommation et de production plus durables, de protéger et de rétablir les écosystèmes terrestres et d'en promouvoir l'utilisation pérenne, de gérer les forêts dans une perspective durable, de combattre la désertification, d'enrayer et d'inverser le processus de dégradation des terres et de mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité. Toutes les parties prenantes doivent assumer leurs responsabilités pour faire en sorte que le Programme 2030 soit réalisé dans son intégralité et en temps utile.

20. **M. Vella** (Observateur de l'Union européenne), Commissaire européen pour l'environnement, les affaires maritimes et la pêche, considère que le rapport du Secrétaire général intitulé « Point annuel sur les objectifs de développement durable » (E/2018/64) constitue un véritable appel à l'action. L'Union européenne se montrera à la hauteur des enjeux en améliorant la coopération et demeure résolue à jouer un rôle de premier plan en matière de développement durable. En 2018, la Commission européenne publiera un document de réflexion sur l'avenir durable de l'Union, et 24 de ses États membres présenteront des examens nationaux volontaires durant le Forum.

21. Compte tenu de la nature transversale des objectifs de développement durable, les investissements réalisés pour atteindre les objectifs à l'examen bénéficieront à l'ensemble du Programme 2030. L'Union européenne réaffirme sa volonté de défendre le droit à l'eau potable et à l'assainissement, et est consciente de l'importance que revêt l'accès de tous et toutes, notamment les plus vulnérables et les plus pauvres, à des sources d'énergie propres, durables, fiables, modernes et abordables. L'orateur souligne l'importance du Nouveau Programme pour les villes et précise que l'Union européenne a débloqué des milliards d'euros en faveur du développement urbain durable en Europe.

22. En ce qui concerne la question cruciale des modes de consommation et de production durables, l'Union européenne s'engage à contribuer à une économie à faible intensité de carbone et économe en ressources, et soutient le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables. Son Plan d'action en faveur de l'économie circulaire porte sur le cycle de vie de certains matériaux et produits, et a abouti à l'élaboration

d'une stratégie concernant les matières plastiques. L'Union européenne, qui compte le plus grand réseau de zones protégées au monde, joue un rôle de premier plan dans l'intégration de la biodiversité et des services écosystémiques dans tous les secteurs pertinents. Elle a accueilli favorablement les conclusions et recommandations issues du forum sur le financement du développement et demeure déterminée à trouver des solutions novatrices pour mobiliser des ressources.

23. En ce qui concerne son action extérieure, l'Union européenne a adopté le Plan d'investissement extérieur, qui a permis de stimuler l'investissement privé en Afrique et dans son voisinage. En tant que premier fournisseur d'aide publique au développement, elle demande aux autres pays de respecter leurs engagements en la matière.

24. Pour parvenir à assurer un contrôle et un suivi efficaces des objectifs de développement durable, il faut améliorer les données et les statistiques et mieux associer l'ensemble des parties prenantes à ce processus. L'Union européenne attend avec intérêt l'examen qui sera fait du Forum politique de haut niveau prévu à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale, lequel permettra sans aucun doute de rendre ce mécanisme plus efficace, et réaffirme son plein appui au programme de réforme ambitieux du Secrétaire général.

25. **M. Kamal** (Bangladesh), Ministre de la planification, s'exprimant au nom du Groupe des pays les moins avancés, indique que la proportion de la population ayant accès à l'eau et à l'électricité dans les pays les moins avancés est deux fois moins élevée que dans le reste du monde, et celle de la population urbaine vivant dans des bidonvilles trois fois plus élevée. Compte tenu des investissements nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable dans ces pays, le Groupe constate avec inquiétude que très peu de progrès ont été accomplis dans la réalisation de l'objectif 17 et aucun progrès véritable en ce qui concerne l'établissement d'un régime visant à promouvoir l'investissement étranger direct.

26. Les pays les moins avancés sont exposés à de graves menaces. Ils ont vu la charge de leur dette doubler ces deux dernières années, alors que le niveau de l'aide publique au développement diminuait et les mesures protectionnistes et anti-mondialisation se multipliaient. D'après certaines estimations, près de 250 millions de personnes dans ces pays ont été touchées par les chocs et les crises intervenus entre 2010 et 2017.

27. Des mesures doivent être prises à tous les niveaux pour mobiliser des ressources et fournir une assistance technique aux pays les moins avancés afin de renforcer leurs capacités et leur résilience. Parallèlement, ces

pays doivent eux aussi faire des efforts soutenus pour mobiliser des ressources à l'échelle nationale, édifier de solides dispositifs de protection sociale et garde-fous fiscaux, et mettre en place des régimes d'assurance fondés sur le marché. Le Groupe demande de nouveau à toutes les parties prenantes de fournir un appui technique et financier à la Banque de technologies pour les pays les moins avancés nouvellement créée. Le discours dominant sur le développement doit tenir compte des vulnérabilités propres aux pays qui sont sortis de la catégorie des pays les moins avancés.

28. **M^{me} Robinson-Regis** (Trinité-et-Tobago), Ministre de la planification et du développement, s'exprimant au nom de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), estime que le troisième Forum politique de haut niveau pour le développement durable sera l'occasion pour les États Membres de faire le point sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable à l'examen et, le cas échéant, de revoir leur stratégie. La CARICOM attend avec intérêt la présentation des examens nationaux volontaires, à laquelle deux de ses membres participeront.

29. L'élimination de la pauvreté, la transition vers des modes de consommation et de production durables, et une gestion des ressources naturelles propice au développement économique et social constituent des conditions essentielles pour parvenir au développement durable. À cette fin, il faut également promouvoir une croissance économique durable, équitable et qui profite à tous, créer davantage de possibilités pour tous, réduire les inégalités, élever les niveaux de vie de base, encourager un développement social équitable, favoriser l'inclusion et promouvoir une gestion intégrée et durable des ressources naturelles et des écosystèmes.

30. Compte tenu de ce qui précède, il est absolument nécessaire de pouvoir compter sur des financements à long terme. À ce titre, il importe de chercher collectivement le moyen de concilier les activités des marchés financiers et le développement durable, ainsi que des possibilités concrètes de le financer. L'aptitude des pays de la CARICOM à mettre en œuvre le Programme 2030 est compromise par le niveau de leur endettement. S'ajoute à cela le fait que les petites économies sont vulnérables aux chocs économiques, aux catastrophes naturelles et aux effets des changements climatiques, et la cessation de certaines relations de correspondants bancaires risque de mettre à mal leur stabilité économique et leur intégration dans les systèmes financiers, commerciaux et économiques mondiaux.

31. La CARICOM demande de nouveau que les critères d'attribution applicables à la coopération

internationale au développement fassent l'objet d'un réexamen, fondé sur une méthode tenant compte de la nature multidimensionnelle du développement. À ce titre, elle salue la tenue de la réunion de haut niveau sur les pays à revenu intermédiaire prévue prochainement. Aux yeux de ses membres, le développement durable est indissociable de la mise en œuvre des Orientations de Samoa, et l'attention accordée aux besoins des petits États insulaires en développement en matière de développement est donc la bienvenue.

32. **M. Muia** (Kenya), Secrétaire principal du Trésor national et de la planification, s'exprimant au nom du Groupe des États d'Afrique, indique que plusieurs pays d'Afrique ont présenté des examens nationaux volontaires ces deux dernières années et que d'autres le feront en 2018. Les États d'Afrique prennent connaissance avec intérêt des objectifs de développement durable à l'examen, chacun se rapportant à un droit fondamental menacé par les phénomènes climatiques de plus en plus nombreux. Le continent africain continue de perdre des terres arables en raison de la désertification, ce qui entraîne une urbanisation croissante et des flux migratoires massifs. Les États d'Afrique soutiennent la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau et le développement durable » (2018-2028). En effet, les six objectifs de développement durable à l'examen portent sur des aspects importants des activités que les États d'Afrique mènent en vue de leur transformation socioéconomique. Cette transformation durable et résiliente s'inscrit non seulement dans la lignée de ces objectifs, mais également dans celle de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, et doit reposer sur des méthodes et des stratégies intégrées.

33. Il est peu probable que l'Afrique parvienne à garantir l'accès de tous à une énergie propre, à un coût abordable, d'ici à 2030. Certains pays ont fait des avancées remarquables en matière d'électrification, mais on ne peut pas en dire autant pour ce qui est de la cuisson propre ou de l'utilisation de sources d'énergie renouvelables modernes. Il est essentiel de remédier aux lacunes et au manque de fiabilité des données, notamment en ce qui concerne la biomasse, afin de mieux documenter le suivi des progrès et la planification des investissements.

34. Les villes africaines se développent rapidement, mais cela ne les rend pas productives pour autant. Pour être productives, elles doivent pouvoir compter sur une forte densité d'activités économiques intervenant dans un espace économique bien aménagé et géré. Pour garantir un développement urbain durable, il faut prendre de toute urgence des mesures à court terme bien pensées, en les coordonnant dans des cadres nationaux de développement plus larges. Il convient de renforcer

la coopération Nord-Sud et Sud-Sud ainsi que la coopération triangulaire afin de favoriser les transferts de technologies et l'échange de données d'expérience.

35. Il faut trouver des solutions novatrices et adopter des mesures de développement durable pour mettre un terme aux modes et pratiques de consommation non pérennes. La science et les innovations technologiques doivent favoriser le développement inclusif et durable, la priorité étant donnée aux femmes et aux filles, aux jeunes et aux groupes vulnérables. Les investissements dans la recherche-développement doivent être fortement revus à la hausse et une attention particulière doit être portée au renforcement des services d'information climatique, aux infrastructures résilientes et aux capacités relatives à l'industrialisation verte. Les technologies doivent être mises à profit pour améliorer la collecte et l'analyse des données.

36. En ce qui concerne les moyens d'exécution, les pays développés doivent honorer les obligations et responsabilités historiques qui leur sont faites dans le cadre de l'engagement qu'ils ont pris de revitaliser le Partenariat mondial pour le développement durable. À cette fin, ils doivent appliquer les mesures et les actions concrètes énoncées dans le Programme d'action d'Addis-Abeba, qui fait partie intégrante du Programme 2030.

37. La communauté internationale doit s'attaquer véritablement aux flux financiers illicites et aux conséquences négatives qui en découlent. Les sociétés multinationales et autres entités de ce type, dont la plupart ont leur siège dans des pays développés, doivent payer des impôts dans les pays d'Afrique dans lesquels leurs revenus sont générés.

38. **M. Escalante Hasbún** (El Salvador), Représentant permanent d'El Salvador auprès de l'ONU, s'exprimant au nom de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), déclare que la CELAC salue la tenue de la deuxième réunion du Forum des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement durable, ainsi que les conclusions et recommandations qui y ont été arrêtées au niveau intergouvernemental. Il souligne l'importance de la mise en œuvre à l'échelle régionale du Programme 2030, notamment les moyens d'exécution et le processus de suivi du financement du développement, et remercie la CELAC du rôle qu'elle joue à cet égard. Il prend note des contributions du huitième Forum mondial de l'eau et du Groupe de haut niveau sur l'eau. Le nombre d'États d'Amérique latine et des Caraïbes participant à l'examen national volontaire, certains pour la deuxième fois, témoigne de la volonté de la région de mettre en œuvre le Programme 2030. La CELAC se félicite des progrès réalisés par les

États qui ont déjà intégré les objectifs de développement durable dans leurs plans locaux ou nationaux.

39. Tous les pays, qu'il s'agisse des pays les moins avancés, des pays en développement sans littoral, des petits États insulaires en développement, des pays en conflit ou sortant d'un conflit, des pays récemment reclassés et des pays à revenu intermédiaire, font face à des défis qui leur sont propres en matière de développement durable. Les critères d'attribution applicables à la coopération internationale au développement, dont l'APD, doivent reposer sur des méthodes qui tiennent compte de la nature multidimensionnelle du développement, le but étant d'élaborer un cadre mondial de coopération au sein duquel tous les pays en développement bénéficieraient d'un appui en fonction de leurs problèmes, vulnérabilités et lacunes structurelles. La CELAC salue les débats sur l'incidence des nouvelles technologies tenus à l'occasion du Forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation pour la réalisation des objectifs de développement durable et de la vingt et unième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement.

40. Le Forum politique de haut niveau pour le développement durable s'est réuni pour la première fois depuis l'adoption de la résolution [72/279](#) de l'Assemblée générale sur le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement afin d'accroître sa contribution à la réalisation du Programme 2030.

41. Les pays de la CELAC demeurent déterminés à promouvoir l'équité et l'égalité des sexes et la cause des femmes, qui constituent des composantes transversales de leurs politiques, stratégies et actions. Ils réaffirment l'importance du droit souverain des États de disposer de leurs propres ressources et la nécessité de respecter la marge de manœuvre de chaque pays en ce qui concerne le développement durable. Les actions de développement menées à l'échelle nationale doivent être soutenues par un environnement économique international porteur et notamment par des systèmes commerciaux, monétaires et financiers internationaux cohérents et synergiques et par une gouvernance économique mondiale renforcée. Les pays de la CELAC sont déterminés à assurer la cohérence des politiques et à instaurer un environnement favorable en vue de la mise en œuvre du développement durable.

42. **M. Mohamed** (Maldives), Représentant permanent des Maldives auprès de l'ONU, s'exprimant au nom de l'Alliance des petits États insulaires, estime que la résilience aux crises mondiales et aux catastrophes naturelles est cruciale pour les petits États insulaires. Ces

derniers considèrent que le Forum politique de haut niveau constitue une instance essentielle pour appeler l'attention sur les problèmes particuliers qu'ils rencontrent, et ils se réjouissent à la perspective de contribuer à la mise en œuvre intégrale du Programme 2030 et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030).

43. Sans une accélération majeure de l'action menée par la communauté internationale, les objectifs ambitieux du Programme 2030 ne seront pas atteints, notamment dans les petits États insulaires. Les petits États insulaires en développement se heurtent en effet à des difficultés qui leur sont propres, comme l'éloignement, une base de ressources restreinte, les limitations structurelles et la vulnérabilité aux phénomènes climatiques dont la fréquence et l'intensité augmentent. Pour renforcer leur résilience et mettre en œuvre le Programme 2030 et les Orientations de Samoa, ces pays doivent avoir davantage accès aux mécanismes de renforcement des capacités, aux financements et à l'aide, y compris celle destinée aux organismes nationaux de statistique. Ils s'emploient activement à établir de nouveaux partenariats favorisant des investissements dans les infrastructures et l'occupation des sols qui soient viables et tiennent compte des risques.

44. Les petits États insulaires sont très attachés à la déclaration ministérielle adoptée à la réunion du Forum politique de haut niveau de 2018 ([E/HLPF/2018/L.3](#)). Même si ce document négocié par des instances intergouvernementales ne reflète pas l'ensemble de leurs ambitions, ils espèrent que l'élan suscité permettra de faire des avancées. Ils attendent avec intérêt l'examen de haut niveau des Orientations de Samoa prévu en 2019, qui devrait les aider à accélérer et à accroître leurs efforts.

45. **M. Moir Sandoval** (Guatemala), Secrétaire à la planification et à la programmation, s'exprimant au nom du Groupe de pays de même sensibilité pour la promotion des pays à revenu intermédiaire, déclare que ces pays se heurtent à des difficultés considérables liées à la pauvreté, aux inégalités, à la dette extérieure et aux vulnérabilités environnementales. L'amélioration de leurs indicateurs macroéconomiques ne signifie pas nécessairement qu'ils ont progressé en matière de lutte contre la pauvreté, car même les pays à revenu intermédiaire enregistrant une croissance élevée affichent des niveaux d'inégalité élevés ou en hausse. Ces pays représentent 70 % de la population mondiale, comptent pour un tiers du produit intérieur brut mondial et abritent pratiquement les trois quarts des pauvres du monde. Nombre d'entre eux éprouvent toujours des difficultés à renforcer leurs capacités institutionnelles

de gestion des ressources en eau et d'application des technologies énergétiques, mais également à s'adapter à l'urbanisation rapide, à améliorer la résilience des logements et des infrastructures, à développer la sensibilisation aux modes de consommation et de production durables, à neutraliser les effets de la pollution et de la perte de biodiversité, et à mettre les nouvelles technologies au service du développement durable.

46. L'aide au développement diminue au fur et à mesure que les revenus augmentent, et les pays à revenu intermédiaire ne sont plus en mesure d'obtenir des financements suffisants à long terme et à un coût abordable pour réaliser les objectifs de développement durable. Le système des Nations Unies doit continuer d'apporter son aide aux pays, dans les limites des mandats existants et des ressources disponibles, jusqu'à ce qu'ils parviennent à un développement durable. Il faut à tout prix que le système des Nations Unies pour le développement mette systématiquement l'accent sur les pays à revenu intermédiaire, compte tenu du fait que plus de deux tiers des programmes de pays et près de 60 % des dépenses au niveau des pays leur sont consacrés. Le Groupe attend beaucoup de la première réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur les pays à revenu intermédiaire et espère qu'elle permettra de montrer à quel point il est important d'établir une stratégie globale à long terme au sein du système des Nations Unies.

47. Le Groupe salue les initiatives menées pour promouvoir les échanges de dettes comme moyen de restructurer la dette extérieure. Compte tenu du rôle stratégique que les pays à revenu intermédiaire peuvent jouer au service du développement en mettant en commun les enseignements tirés de l'expérience et les bonnes pratiques, il demande instamment à l'Organisation d'intensifier ses efforts pour les encourager à participer à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire.

48. Comme le Secrétaire général l'a suggéré dans son rapport sur la coopération pour le développement des pays à revenu intermédiaire ([A/72/329](#)), les travaux réalisés par le Comité des politiques de développement pour définir les critères à utiliser dans la classification et le reclassement des pays les moins avancés pourraient servir de référence pour le classement des pays à revenu intermédiaire, compte tenu d'un ensemble de mesures multidimensionnelles plus appropriées d'ordre économique, social et environnemental, à l'instar des indices de pauvreté multidimensionnels, des indices de développement humain et des indices de vulnérabilité économique et environnementale. À moins que la communauté internationale ne rejette systématiquement

la méthode actuelle qui consiste à mesurer le développement en fonction de la croissance économique, sans tenir compte des conditions propres aux pays à revenu intermédiaire ou aux difficultés qu'ils rencontrent, ces pays ne seront pas en mesure d'atteindre les objectifs de développement durable.

49. **M. Ruiz Cabañas** (Mexique), Vice-Ministre des affaires multilatérales et des droits de l'homme, s'exprimant au nom du Groupe restreint LGBTI, dénonce le fait que trop de lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes (LGBTI) vivent dans la pauvreté. Ces personnes sont souvent aux prises avec des formes de discrimination et de violence multiples et croisées et se heurtent à des difficultés pour accéder à des soins de santé ou à d'autres services sociaux de base, comme le logement, l'éducation, la participation au marché du travail et même la délivrance de documents d'identité officiels. Pour ne laisser personne de côté, les gouvernements doivent garantir le plein respect des droits des LGTBI, notamment en les protégeant de la discrimination et de la violence, et faire équipe avec le secteur privé pour leur offrir un appui et des débouchés. Le Groupe espère que les débats du Forum politique de haut niveau permettront de mettre en relief l'importance que revêt la mise en œuvre de politiques nationales favorisant la pleine inclusion des LGBTI dans le monde entier.

50. **M. Djani** (Indonésie), Représentant permanent de l'Indonésie auprès de l'ONU, s'exprimant au nom du Mexique, de l'Indonésie, de la République de Corée, de la Turquie et de l'Australie (MICTA), dit que ces pays saluent l'importance croissante que prend le Forum politique de haut niveau, à l'occasion duquel 47 pays, dont l'Australie et le Mexique, présenteront leur examen national volontaire. Il faut à tout prix revitaliser le Partenariat mondial pour le développement durable et le doter de moyens d'exécution tout aussi ambitieux. Pour ce faire, il faut renforcer les partenariats multipartites avec le secteur privé, la société civile et le milieu universitaire, améliorer l'accès à des ressources financières, promouvoir les investissements publics-privés et renforcer les capacités des pays, notamment celles se rapportant aux données. Il faut en outre mettre en œuvre le Programme d'action d'Addis-Abeba dans son intégralité, efficacement et en temps voulu.

51. Afin de créer des sociétés viables et résilientes, des mesures concrètes doivent être prises pour promouvoir l'exploitation durable des ressources en eau, améliorer l'accès à l'eau potable et aux systèmes d'assainissement, favoriser les énergies propres et durables, garantir une gestion et une utilisation des forêts et des sols plus durables, veiller à ce qu'il soit

systématiquement tenu compte de la biodiversité dans les secteurs de production, promouvoir des établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables, et encourager des modes de consommation et de production durables. Les pays saluent la collaboration et les échanges intervenant dans tous ces domaines, y compris s'agissant de l'adaptation aux changements climatiques et de la gestion des océans. Ils invitent également toutes les parties prenantes à fournir un appui technique et financier à la Banque de technologies pour les pays les moins avancés, inaugurée récemment.

52. Compte tenu de la nature inclusive des objectifs de développement durable et des contributions essentielles des groupes vulnérables à cet égard, les pays du MICTA ont favorisé la participation des personnes handicapées à la dernière session de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, ainsi que l'utilisation de statistiques de qualité sur le handicap, et mis à l'honneur le leadership des femmes à l'occasion de l'exposition *MIKTA Women Innovators* organisée en 2018. Ils ont également organisé une initiative, intitulée « *Education in Emergencies Challenge* », visant à trouver de nouveaux moyens d'assurer un enseignement dans les situations d'urgence, particulièrement aux filles.

53. Conscients du potentiel des mutations technologiques, les pays du MICTA ont lancé le Groupe innovation, qui rassemble des penseurs inventifs chargés de promouvoir la commercialisation de nouvelles technologies et d'idées créatives. Ces pays se rangent à l'avis du Secrétaire général qui estime que l'avènement des nouvelles technologies ne devrait pas faire de laissés-pour-compte et saluent le repositionnement du système des Nations Unies pour le développement.

54. **M. Braun** (Luxembourg), Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'ONU, s'exprimant au nom du Groupe des Amis des enfants et des objectifs de développement durable, estime que le Programme 2030 doit être un programme du peuple, par le peuple et pour le peuple. Les pays du monde entier doivent veiller à ce que tous les citoyens aient davantage de possibilités, à commencer par les plus jeunes, et s'adjoindre leur concours. L'investissement en faveur des enfants est indispensable pour créer des sociétés viables et résilientes. Il s'agit non seulement de leur permettre de réaliser tout leur potentiel, comme c'est leur droit, mais également de promouvoir une croissance inclusive, un environnement plus propre et durable, des populations et des pays plus sûrs et stables, des institutions publiques solides et un secteur public dynamique.

55. Sur l'ensemble des membres du Groupe, 17 présentent des examens nationaux volontaires en 2018 et 6 se sont déjà portés volontaires pour le faire en 2019. Tous sont résolus à améliorer la vie des enfants et des jeunes. Les autres États Membres doivent leur emboîter le pas en donnant la possibilité aux jeunes et aux enfants de se familiariser avec les objectifs de développement durable et de participer aux initiatives s'y rapportant, en sollicitant leurs vues à cet égard et en en tenant compte dans la prise de décisions.

56. Si l'on veut faire en sorte que les enfants ne soient pas laissés pour compte, il faut investir dans des outils et des systèmes qui permettent d'améliorer la qualité des données sur les enfants. Il faut également améliorer le suivi des dépenses sociales afférentes aux interventions et aux programmes qui sont essentiels pour améliorer leur vie.

57. Concernant l'année 2019, le Groupe considère que les deux réunions du Forum politique de haut niveau et le trentième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant offrent aux États Membres des occasions stratégiques de réaffirmer leur attachement aux droits des enfants et aux actions menées aux niveaux local, national ou mondial en faveur des enfants et avec leur participation.

58. **M. Meza-Cuadra** (Pérou), Représentant permanent du Pérou auprès de l'ONU, s'exprimant au nom du Groupe des Amis de la réduction des risques de catastrophe, déclare que les catastrophes sont de plus en plus graves et qu'elles touchent de manière disproportionnées les plus pauvres et les plus vulnérables, ce qui fait de la réduction des risques de catastrophe une priorité pour atteindre les objectifs de développement durable. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe constitue un cadre d'orientation mondial intégrant les notions de réduction des risques de catastrophe, de développement durable et de changements climatiques. Un outil en ligne a été créé pour en assurer le suivi. Les États doivent intégrer le Cadre de Sendai dans des programmes infranationaux ou nationaux intégrés en élaborant des stratégies locales de réduction des risques de catastrophe, en les transposant dans leur législation locale et en dotant les mécanismes nationaux de développement durable d'un savoir-faire dans ce domaine. Le Groupe exhorte tous les pays à faire en sorte d'avoir mis en place, d'ici à 2020, des stratégies de réduction des risques de catastrophe, comme préconisé dans le Cadre de Sendai, et à en tenir compte dans leurs stratégies de développement durable et d'adaptation aux changements climatiques.

59. Afin de financer les initiatives de réduction des risques de catastrophe, les cadres nationaux de

développement durable et les plans d'infrastructure doivent être alignés sur les stratégies de réduction des risques de catastrophe, et il convient d'établir des mesures incitatives et réglementaires pour promouvoir et encadrer les investissements publics ou privés qui tiennent compte des risques. Aux niveaux régional et international, il faut créer des mécanismes financiers spécialisés et tenir compte de la réduction des risques de catastrophe dans l'aide au développement et le financement du développement. Le Groupe demande instamment à la communauté internationale de prêter l'appui nécessaire aux petits pays vulnérables afin de leur permettre d'honorer les engagements énoncés dans le Cadre de Sendai.

60. Saluant l'adoption récente du Cadre stratégique sur l'information et les services géospatiaux en cas de catastrophe, M. Meza-Cuadra affirme que les efforts coordonnés et la qualité des informations géospatiales et des services fournis à ce titre jouent un rôle primordial dans l'établissement de sociétés plus sûres et résilientes. Compte tenu de l'importance qu'il y a à adopter une démarche collaborative et coordonnée, le Groupe encourage la coopération multilatérale, régionale et bilatérale.

61. Lorsqu'il ne tient pas compte des risques, le développement n'est pas durable. Le Groupe engage tous les pays à participer à la session de 2019 de la Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, qui leur offrira l'occasion de débattre des questions se rapportant à la réduction des risques de catastrophe et leur donnera des pistes de réflexion en prévision du Forum politique de haut niveau.

62. **M^{me} Mesi** (Albanie), Vice-Première Ministre, fait savoir que le Parlement albanais a adopté une résolution dans laquelle son pays s'est engagé à mettre en œuvre le Programme 2030 et qu'un comité interministériel a été établi pour en assurer le suivi. Quelque 25 universités ont accepté de jouer un rôle actif à cet égard, et le Conseil national de la société civile a rendu publique une déclaration en faveur du Programme 2030.

63. L'Albanie a préparé son examen national volontaire en consultation avec diverses parties prenantes et fait part des progrès qu'elle a accomplis dans la consolidation de ses institutions publiques, la professionnalisation et la dépolitisation de sa fonction publique, la lutte contre la corruption et le crime organisé, la réforme des droits de propriété privé et de son système judiciaire et l'amélioration des normes relatives aux droits de l'homme. En reconnaissance de ces progrès, la Commission européenne a préconisé d'entamer en 2019 les pourparlers d'adhésion avec l'Albanie. Le pays continuera de s'efforcer de

représenter les valeurs européennes que sont l'unité, la justice et la diversité.

64. Près du tiers des parlementaires et la moitié des ministres albanais sont des femmes. L'Albanie encourage l'innovation et la compétitivité. Son programme réussi de revitalisation des centres urbains a favorisé la croissance économique régionale, et le pays continuera de s'employer à améliorer sa gestion de l'eau et des terres.

65. **M^{me} Gavrilesu** (Roumanie), Vice-Première Ministre et Ministre de l'environnement, dit que son pays entend créer un environnement propice au développement durable en s'attaquant aux inégalités, quelles qu'elles soient, et en créant des débouchés dans le cadre de stratégies à moyen et long termes qu'il a décrites dans son examen national volontaire. Pour réaliser le Programme 2030, le pays plaide en faveur d'un partage des responsabilités, d'une solidarité totale et d'une action collective.

66. En tant que membre de l'Union européenne, la Roumanie est déterminée à s'orienter vers une économie circulaire, particulièrement en ce qui concerne les matières plastiques, en adoptant une approche intégrée du développement durable. Dans le cadre des préparatifs de la présidence roumaine de l'Union européenne, au premier trimestre de 2019, elle a placé le développement durable en tête de la liste des priorités européennes. Compte tenu de l'importance capitale que revêt la dimension environnementale du développement durable, les résolutions, les décisions et les documents finals de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement sont essentiels pour la mise en œuvre du Programme 2030.

67. **M. Ulziisaikhan** (Mongolie), Vice-Premier Ministre, rappelle que la Mongolie a été l'un des premiers pays à adopter les objectifs de développement durable. Un sous-comité parlementaire et un comité ministériel élaborent des politiques de développement durable et fournissent des orientations aux ministères, aux administrations locales et aux organismes compétents. En 2018, le pays a adopté une stratégie de développement reposant sur trois piliers à réformer, à savoir l'économie, le système de gouvernance et la sphère politique. Le Programme 2030 est mis en œuvre parallèlement à d'autres programmes de développement arrêtés au niveau international, comme le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024 et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe.

68. Après l'entrée en vigueur, en 2017, de l'Accord multilatéral portant création d'un groupe de réflexion international sur les pays en développement sans

littoral, la Mongolie a organisé la première réunion du Conseil des gouverneurs et la réunion d'inauguration d'un groupe de réflexion en 2018. L'orateur appelle l'attention sur la Déclaration d'Oulan-Bator et le Plan d'action 2018-2020 s'inscrivant dans le cadre du Plan régional pour l'Asie en vue de la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030), ayant été adoptés à la Conférence ministérielle asiatique sur la réduction des risques de catastrophe, qui s'est tenue récemment. Le pays a élaboré une stratégie nationale de développement de la statistique en vue de renforcer sa capacité de mesurer les indicateurs des objectifs de développement durable, et il présentera son examen national volontaire en 2019.

69. **M. Briones** (Équateur), Secrétaire national à la planification et au développement, explique que le plan national de développement de son gouvernement vise à éliminer la corruption, la malnutrition infantile, l'extrême pauvreté, la violence sexiste, la maltraitance à l'égard des enfants et toutes les formes de discrimination. L'Équateur a signé des accords de coopération avec divers pays et cherche à établir des liens durables avec le milieu universitaire, la société civile et le secteur privé.

70. Soulignant les efforts que fait son pays pour assurer la sécurité le long de la frontière colombienne, M. Briones dit que la coopération internationale a été extrêmement précieuse et exhorte d'autres acteurs à fournir une assistance. Malgré une situation économique complexe, l'Équateur a consacré d'importantes ressources à la promotion du développement dans le bassin de l'Amazone, où la coopération internationale est également d'une importance critique. Le Gouvernement équatorien demande aux institutions financières internationales de faire preuve de compréhension pendant qu'il s'efforce de régler les problèmes complexes auxquels son économie se heurte et dont il n'est pas responsable.

71. **M. Duclos** (Canada), Ministre de la famille, des enfants et du développement social, faisant remarquer que le Canada présentera pour la première fois un examen national volontaire cette semaine, déclare que son gouvernement met en œuvre des orientations et des programmes destinés à améliorer la vie des personnes qui sont depuis trop longtemps exclues, notamment les populations autochtones, les femmes, les immigrants et les réfugiés, les personnes handicapées et les membres de la communauté LGBTI.

72. Le Canada a adopté une politique d'aide internationale féministe, car il est convaincu des énormes avantages que présente l'autonomisation des femmes et des filles. Le pays investit énormément dans

la lutte contre les changements climatiques, l'amélioration de la gestion des ressources en eau et la protection des zones marines et côtières, et coorganisera en novembre à Nairobi une conférence sur l'économie bleue. Il a conscience du fait que les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et d'autres pays en situation particulière se heurtent souvent à des difficultés uniques dans leur quête de développement durable.

73. Le Canada est profondément attaché à un ordre international fondé sur des règles. L'expérience acquise avec le Programme 2030 montre comment des États peuvent œuvrer ensemble à la réalisation d'objectifs communs. Le Gouvernement canadien continuera de collaborer avec les autres États Membres, les autres niveaux de gouvernement au Canada, les autochtones, la société civile, le secteur privé, les organisations internationales, entre autres, pour assurer à tous un avenir prospère et durable.

74. **M^{me} Leuthard** (Suisse), Conseillère fédérale et Cheffe du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, déclare qu'en tant que fervente partisane d'un mécanisme robuste de suivi et d'examen, la Suisse se réjouit de présenter son examen national volontaire. Au cours des deux années et demie qui se sont écoulées depuis l'adoption du Programme 2030, les progrès ont été extrêmement lents. Parfois, cela va même dans la mauvaise direction. Les parties à l'Accord de Paris, par exemple, auront du mal à respecter l'échéance fixée à la fin de 2018 pour l'adoption de règles de calcul des contributions déterminées au niveau national, y compris des orientations précises sur les approches coopératives avec les marchés, sur l'établissement des rapports et sur la vérification, et elles doivent encore soumettre des plans nationaux visant à limiter la hausse des températures. Des mesures devront être prises de toute urgence à la prochaine conférence des parties.

75. Il faut également prendre des mesures pour lutter contre les incidences négatives de la migration forcée tout en considérant les bénéfices que les migrations peuvent apporter au développement durable. Il faut élaborer des stratégies globales, cohérentes et pérennes applicables tout au long du cycle migratoire. La Suisse salue l'aboutissement des négociations sur le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.

76. Les partenariats avec le secteur privé et le milieu universitaire jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre du Programme 2030. Les partenariats entre secteur public et secteur privé permettent non seulement de mobiliser des ressources financières supplémentaires, mais également d'encourager le secteur privé à adopter des modèles d'entreprise plus durables. La durabilité ne doit

pas se faire aux dépens de la rentabilité. L'accroissement constant du financement durable démontre qu'investir dans le développement est rentable. En tant que ville internationale, Genève peut contribuer puissamment à faire changer les mentalités.

77. La Suisse appuie fermement le projet du Secrétaire général de réformer le système des Nations Unies pour le développement. Face aux défis et à l'interconnectivité qui caractérisent le monde actuel, continuer à faire cavalier seul n'est plus une option.

78. **M^{me} Frick** (Liechtenstein), Ministre des affaires étrangères, de la justice et de la culture, indique que son pays a inscrit les objectifs de développement durable n^{os} 4, 5, 7 et 9 dans le programme gouvernemental de 2017-2021 et pris les mesures voulues pour les atteindre. Le Liechtenstein s'emploie par ailleurs à consacrer 0,5 % de son produit intérieur brut à l'aide publique au développement, ce qui devrait se faire prochainement.

79. Lorsqu'elles sont bien gérées, les migrations constituent un moteur de croissance, de développement durable, d'enrichissement culturel et d'innovation. Le pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières est un premier pas dans cette direction. Le Liechtenstein favorise l'inclusion des migrants et des réfugiés en organisant des cours de langue basiques novateurs. Cette initiative à but non lucratif constitue la contribution du pays à la feuille de route du groupe Pathfinders for Peaceful, Just and Inclusive Societies (pays qui travaillent à l'avènement de sociétés pacifiques, justes et ouvertes à tous), formé d'États Membres, d'organisations internationales et d'autres partenaires qui œuvrent à la réalisation de l'objectif de développement durable n^o 16.

80. Le Liechtenstein est fermement attaché à la cible 8.7 relative à l'élimination du travail forcé, de l'esclavage moderne et de la traite d'êtres humains. L'esclavage est une entreprise qui rapporte des profits juteux, et le secteur financier est bien placé pour éliminer à la racine les activités s'y rapportant, dissimulées à divers points des chaînes d'approvisionnement des entreprises. Le pays analyse de quelle manière il pourrait mettre à profit son savoir-faire en tant que centre financier afin de contribuer à l'action menée par la communauté internationale pour mettre fin à l'esclavage et à la traite d'êtres humains. Il appuie sans réserve l'appel à l'action visant à mettre fin au travail forcé, à l'esclavage moderne et au trafic d'êtres humains.

La séance est levée à 18 h 20.